Les Cahiers d'Outre-Mer
Revue de géographie de Bordeaux

255 | Juillet-Septembre 2011
Conflits en Afrique

Introduction aux notices

Bernard Calas

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/com/6338
DOI : 10.4000/com.6338
ISSN : 1961-8603

Éditeur
Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée
Date de publication : 1 juillet 2011
Pagination : 427-428
ISBN : 978-2-86781-697-0
ISSN : 0373-5834

Référence électronique
Bernard Calas, « Introduction aux notices », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 04 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/com/6338 ; DOI : 10.4000/com.6338

© Tous droits réservés

Les Cahiers d'Outre-Mer, 2011, n° 255, p. 427-428.

Introduction aux notices

Bernard CALAS

Construites par des étudiants – géographes comme politistes ou juristes – du Master « Dynamiques africaines », formation pluridisciplinaire commune aux universités de Bordeaux 2, 3 et IV et à l'Institut d'Études politiques de Bordeaux, ces cartes prouvent l'intérêt d'une courte formation (une vingtaine d'heures) pour amener à un niveau de pratique tout à fait honorable et d'un grand intérêt scientifique et performatif. Ces cartes peuvent donc se lire comme des études de cas de conflits africains. Introductive, la carte d'échelle continentale veut contextualiser ces cas localisés.

Les conflits se nourrissent de conflictualités nées de la conjonction de contradictions économiques et politiques. Pour tenter d'en rendre compte, deux indicateurs ont été croisés : le PIB/h et l'indice de démocratie du magazine *The Economist*. Ces deux indicateurs sont imparfaits et la typologie qui découle de leur croisement pourrait être améliorée, par exemple et pour commencer grâce au recours à l'IDH ou mieux au cœfficient de Gini. Néanmoins, le croisement de ces variables économique et politique pointe du doigt deux types d'États : ceux où les conflits sont alimentés par la privation économique et leur expression rendue difficile donc violente par la privation des droits politiques et l'autoritarisme, et ceux où les tensions nées de ces contradictions peuvent s'exprimer dans le cadre de l'État de droit, quelque soit leur degré de richesse relative.

Structurées par des contradictions systémiques et les tensions sociales qui en découlent, ces conflictualités irriguent la vie sociale dans son ensemble mais se cristallisent en des lieux de condensation, souvent localisés, souvent situés dans des diagonales à risques où le contrôle des acteurs régulateurs – dont celui des États – se fait moins prégnant. Les enjeux – que pour des raisons de lisibilité, le cartographe n'a pas souhaité porter – sont le plus souvent entrelacés, multiples – ce qui donne au conflit sa dimension systémique – mais le prétexte principal est souvent la maîtrise d'une ressource (hydrocarbures, minerais, produits de la rente), d'une aménité (points d'eau, terres), d'une position stratégique (une route, un poste de douane) ou politique (l'accès au pouvoir et à la rente d'État). Les nécessités de la mobilisation politique et militaire font de l'identité un ressort facile à manipuler, ce qui implique une ethnicisation quasi systématique des tensions.

La géographie de ces espaces conflictuels s'inscrit dans l'histoire qui permet de distinguer les conflits latents (dont celui qui entoure les inégalités, notamment foncières en Afrique du Sud), des conflits en cours et des conflits en cours de résolution. La cristallisation et le devenir propre de chaque conflit sont partiellement dus à la responsabilité des acteurs locaux.

Enfin, les tensions continentales sont à la fois accentuées et mitigées par les interventions des acteurs extérieurs, souvent concurrents, engagés dans le jeu de la puissance à l'échelle mondiale, voire dans un nouveau *Scramble for Africa*. Ces interventions sont de différents types : économiques, idéologiques, normatives, financières. Leurs acteurs relèvent de sphères et d'institutions très variées : diplomaties, entreprises, associations, instituts de recherche, *think tanks*, aux financements eux aussi très variés : bilatéraux comme multilatéraux, publics comme privés, caritatifs laïcs comme religieux. Il ne faudrait pas cependant en garder l'image d'un continent sous influence, dominé et dépendant. La capacité de négociation des acteurs africains est réelle et pèse dans le Grand jeu. C'est pourquoi on pourrait parmi d'autres initiatives souligner et ajouter à cette carte les efforts proprement africains, il est vrai mal coordonnés, souvent inefficaces mais réels, pour atténuer les effets des crises, voire mettre en place une politique de mitigation et prévention des conflits. Une régulation continentale des conflits n'est-elle pas en train d'émerger qui à terme pourrait influer sur le jeu de la puissance en Afrique ?